

**RAPPORT N° 95/1-51**  
au Conseil Municipal

**OBJET**

**GARANTIE D'EMPRUNT A ACCORDER A LA S.E.D.R.E.  
POUR LA REALISATION DE 32 L.L.S. MONTGAILLARD  
FONDATION ABBE PIERRE**

Afin de permettre le financement de l'opération "32 L.L.S. Montgaillard" à Saint-Denis, la Société d'équipement du Département de la Réunion (S.E.D.R.E), conformément à la réglementation, sollicite la garantie de la Ville à hauteur de 100 % pour l'emprunt de 10 440 155 F qu'elle se propose de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (C.D.C.).

Cette opération bénéficie du plan de financement suivant :

EMPLOIS		RESSOURCES	
Charges foncières	2 187 226 F	Prêt C.D.C.	10 440 155 F
Bâtiment	8 600 000 F	Prêt 9%	2 000 000 F
Frais annexes	1 652 929 F		
<b>TOTAL</b>	<b>12 440 155 F</b>	<b>TOTAL</b>	<b>12 440 155 F</b>

soit 388 755 F par logement.

Les caractéristiques du prêt sont définies ainsi :

- \* Organisme prêteur : Caisse des Dépôts et Consignations
- \* Type de prêt : P.A.E./L.L.S. D.O.M.
- \* Délai de remboursement : 34 ans
- \* Différé d'amortissement : 2 ans et 6 mois
- \* Différé de paiement des intérêts : 2 ans et 6 mois.

Le taux actuariel sera celui en vigueur à la date du contrat.

.../...

En contrepartie de cette garantie, la S.E.D.R.E. s'engage à ouvrir au profit de la Ville un contingent de droits d'attribution et de suite représentant 65 % du programme de construction (soit 20 logements), dont les bénéficiaires proposés par la Ville devront satisfaire aux conditions d'occupation et de ressources définies par la S.E.D.R.E. .

La Commune ayant la capacité financière de garantir cet emprunt, je vous demande de vous prononcer sur cette affaire et, dans l'affirmative :

\* de prendre l'engagement, au cas où la S.E.D.R.E, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues par elle aux échéances convenues, ou intérêts qu'elle aurait encourus, d'effectuer le paiement en ses lieu et place à hauteur du pourcentage garanti défini ci-dessus, sur simple demande de l'organisme prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que le prêteur discute au préalable avec la société défaillante ;

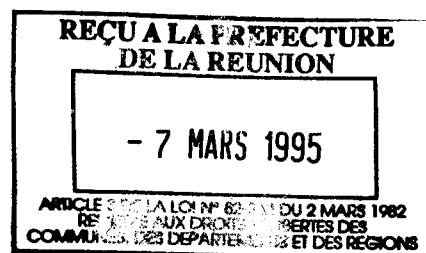
\* de prendre l'engagement de créer, en cas de besoin, pendant la période d'amortissement, une imposition directe suffisante pour couvrir le montant des annuités ;

\* de m'autoriser à intervenir aux contrats et à prévoir toute mesure de sûreté nécessaire à l'égard de l'emprunteur.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.



LE MAIRE  
Michel TAMAYA



**DELIBERATION N° 95/1-51**  
**du Conseil Municipal**  
**en séance du samedi 25 février 1995**

**OBJET**

**GARANTIE D'EMPRUNT A ACCORDER A LA S.E.D.R.E.**  
**POUR LA REALISATION DE 32 L.L.S. MONTGAILLARD**  
**FONDATION ABBE PIERRE**

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ;

Vu le Code des Communes ;

Sur le RAPPORT N° 95/1-51 du Maire ;

Vu le rapport de Monsieur Luçay MAILLOT, Conseiller Municipal, Adjoint Spécial Montgaillard, présenté au nom des Commissions, Habitat, Urbanisme et Finances ;

Sur l'avis favorable des dites Commissions ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE**  
**A L'UNANIMITE DES VOTANTS**

**ARTICLE 1 :**

Accorde à la Société d'équipement du Département de la Réunion (S.E.D.R.E) la garantie à hauteur de 100 % sollicitée pour l'emprunt de 10 440 155 F qu'elle se propose de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (C.D.C.) pour la réalisation de 32 Logements Locatifs Sociaux (L.L.S.) Montgaillard - Fondation Abbé Pierre ;

En contrepartie de cette garantie, la S.E.D.R.E. s'engage à ouvrir au profit de la Ville un contingent de droits d'attribution et de suite représentant 65 % du programme de construction (soit 20 logements), dont les bénéficiaires proposés par la Ville devront satisfaire aux conditions d'occupation et de ressources définies par la S.E.D.R.E. .

**ARTICLE 2 :**

Prend l'engagement, au cas où la S.E.D.R.E, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues par elle aux échéances convenues, ou intérêts qu'elle aurait encourus, d'effectuer le paiement en ses lieu et place à hauteur du pourcentage garanti défini ci-dessus, sur simple demande de l'organisme prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que le prêteur discute au préalable avec la société défaillante ;

**ARTICLE 3 :**

Prend l'engagement de créer, en cas de besoin, pendant la période d'amortissement, une imposition directe suffisante pour couvrir le montant des annuités ;

**ARTICLE 4 :**

Autorise le Maire à intervenir aux contrats et à prévoir toute mesure de sûreté nécessaire à l'égard de l'emprunteur.

Pour extrait certifié conforme,  
Fait à Saint-Denis, le 03 MARS 1995



**LE MAIRE**  
**Michel TAMAYA**

